

M. L'Orateur: A l'ordre. La période des questions touche à sa fin et d'autres députés voudraient poser des questions.

* * *

LES PÉNITENCIERS

PRINCE-ALBERT—ÉVASION DE DÉTENUS—PROPOSITION D'ENQUÊTE

M. John Gilbert (Broadview): Ma question s'adresse aussi au solliciteur général, monsieur l'Orateur. Dispose-t-il de renseignements au sujet de l'évasion de prisonniers du pénitencier de Prince-Albert, et envisage-t-il de mettre sur pied une commission chargée d'enquêter sur les conditions de vie et les problèmes des détenus à ce pénitencier?

L'hon. G. J. McIlraith (solliciteur général): Pour ce qui est de l'évasion à Prince-Albert, le 25 novembre, nous avons été informés que 11 détenus s'étaient échappés.

M. Baldwin: Alors qu'ils se rendaient au congrès libéral.

L'hon. M. McIlraith: Quatre d'entre eux courent toujours, deux ont été ramenés hier au pénitencier et les autres avaient été repris presque immédiatement. Quant à l'ouverture d'une enquête, une commission d'enquête est déjà en train d'examiner l'affaire au pénitencier et tant qu'elle n'aura pas achevé son travail, je ne puis envisager de faire procéder à d'autres investigations.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

FUTUR EMPLACEMENT DU SIÈGE SOCIAL DE L'OACI

[Français]

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

J'aimerais savoir si le ministre a fait des démarches auprès du conseil d'administration de l'Organisation de l'aviation civile internationale en vue d'inciter cet organisme à établir son nouveau siège social dans l'est de Montréal.

M. André Ouellet (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le gouvernement fédéral s'intéresse très activement à revivifier le centre commercial de l'est de Montréal et, en plus de voir à ce que la Place Radio-Canada soit construite dans cette région, il tente de faire en sorte que la Place Desjardins soit construite dans ce secteur.

Cependant, je dois rappeler à l'honorable député qu'il appartient à l'Organisation de l'aviation civile internationale de décider elle-même de l'emplacement de ses locaux. Le gouvernement cherche toutefois à faire en sorte que cette organisation demeure à Montréal, dans des conditions conformes aux intérêts du gouvernement et de l'Organisation.

M. L'Orateur: A l'ordre. L'honorable député de Champlain.

LA SÉCURITÉ NATIONALE

LES POUVOIRS D'URGENCE—ENTRETIENS ENTRE LE PREMIER MINISTRE ET M. BOURASSA

M. René Matte (Champlain): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

A-t-il eu, au cours des deux derniers jours, des entretiens avec son collègue du Québec relativement à la loi sur les pouvoirs d'urgence?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): La loi de quoi?

M. Matte: ... si le premier ministre a eu, au cours des deux derniers jours, des entretiens avec le premier ministre du Québec relativement à la loi sur les pouvoirs d'urgence?

Le très hon. M. Trudeau: Ma foi, monsieur le président, je ne pense pas. J'ai parlé, il y a quelques jours—je pense que c'était lundi—au premier ministre du Québec, et j'en ai fait rapport à la Chambre. Mais depuis ce moment-là, je n'ai pas eu l'occasion de lui parler de nouveau.

LA LOI SUR LES MESURES DE GUERRE—LE PAIEMENT PAR QUÉBEC DES FRAIS DES SERVICES DES FORCES ARMÉES

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, depuis un certain temps, on pose des questions afin de savoir qui va être responsable du coût des services des forces armées au Québec, et j'aimerais demander au premier ministre de nous dire aujourd'hui si les négociations à ce sujet ont progressé et qui défraiera le coût de ces services.

Le très hon. M. Trudeau: Non, monsieur le président.

* * *

L'INDUSTRIE

GENERAL MOTORS—IMPORTATION DE VOITURES DES ÉTATS-UNIS ET LES GRÈVES AU CANADA

[Traduction]

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme les ouvriers de la General Motors sont retournés au travail aux États-Unis, le ministre peut-il assurer à la Chambre que la General Motors du Canada n'aura pas le droit d'importer des automobiles des États-Unis aussi longtemps que les ouvriers canadiens seront en grève?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je vais étudier la question, monsieur l'Orateur.

* * *

LA MONNAIE ROYALE CANADIENNE

PROJET DE TRANSFERT AU MANITOBA

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Ma question s'adresse au ministre des Approvisionnements et Servi-